

PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction départementale
des territoires

Service eau-environnement

Cellule milieux aquatiques

Références : MA/MDA

Annecy, le 24 décembre 2015

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Arrêté n° DDT-2015-1256

Autorisation au titre de l'article L214-1 du code de l'environnement pour le confortement de digues, le prolongement d'un système d'endiguement et la restauration de la continuité écologique du Giffre

Milieu récepteur : le Giffre

Commune : MARIGNIER

VU les articles L214-1 à L214-10 du code de l'environnement relatifs aux régimes d'autorisation ou de déclaration ;

VU l'article R214-1 du code de l'environnement relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L214-1 à L214-6 ;

VU l'article L214-17 du code de l'environnement instaurant un classement de cours d'eau pour la restauration de la continuité écologique ;

VU les articles R214-107 à R214-110 du code de l'environnement relatifs aux obligations liées à l'inscription du cours d'eau sur les listes prévues par l'article L214-17 ;

VU les articles R214-112 à R214-114 du code de l'environnement relatifs au classement des ouvrages hydrauliques ;

VU les articles L214-6 et R214-53 du code de l'environnement portant sur les conditions dans lesquelles des installations, ouvrages et activités sont réputés déclarés ou autorisés en application d'une législation ou réglementation relative à l'eau antérieure au 4 janvier 1992 ;

VU l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de M. Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret n° 2014-751 du 1er juillet 2014 d'application de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 ;

VU le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2008 modifié fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 20 novembre 2015 ;

VU l'arrêté n° DDE 2006-922 de prescriptions pour les digues situées en rives droite et gauche du Giffre, en amont du pont SNCF, intéressant la sécurité publique, et dont le maître d'ouvrage est la commune de MARIGNIER ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2010 portant modification des statuts du SIVM du Haut-Giffre ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012136-0031 du 15 mai 2012 portant extension du périmètre et approuvant la modification des statuts du SM3A ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012143-0025 du 22 mai 2012 de déclaration d'intérêt général au titre du code rural et d'autorisation au titre du code de l'environnement de travaux relatifs aux plans de gestion des matériaux solides et des boisements de berge sur le bassin versant du Giffre, et au plan pluriannuel d'entretien des torrents de SIXT FER A CHEVAL dont le syndicat mixte d'aménagement de l'Arve et de ses abords (SM3A) est titulaire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015030-0006 du 30 janvier 2015 portant classement du système d'endiguement de MARIGNIER dénommé Giffre/Rive gauche GI001, sur la commune de MARIGNIER ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-2015-0007 du 23 avril 2015 portant classement du système d'endiguement de MARIGNIER dénommé Giffre/Rive droite GI002, sur la commune de MARIGNIER ;

VU la délibération de la commune de MARIGNIER en date du 22 avril 2010 acceptant la modification des statuts du SIVM du Haut-Giffre et la décision d'adhésion à la carte de compétence gestion et aménagement intégrés des eaux du bassin versant Giffre et Risse à compter du 1^{er} août 2010 ;

VU la demande de monsieur le président du syndicat mixte d'aménagement de l'Arve et de ses abords (SM3A) en date du 29 mai 2015 et le dossier "loi sur l'eau" de mai 2015 l'accompagnant, par lesquels il sollicite l'autorisation pour des travaux de création d'un tronçon de digue, de confortement de digues et de restauration de la continuité écologique du Giffre sur la commune de MARIGNIER ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-2015-0472 du 9 septembre 2015 prescrivant une enquête publique dans la commune de MARIGNIER ;

VU le dossier d'enquête publique, les registres afférents et les pièces constatant que :

1° l'avis d'enquête a été publié, affiché et inséré dans deux journaux locaux diffusés dans le département au moins 15 jours avant l'enquête, et rappelé dans les 8 premiers jours de l'enquête ;

2° les dossiers d'enquête sont restés déposés pendant 33 jours du lundi 5 octobre 2015 au vendredi 6 novembre 2015 inclus en mairie de MARIGNIER ;

VU le mémoire en réponse aux observations figurant au dossier d'enquête publique, produit par le pétitionnaire en date du 26 novembre 2015 ;

VU le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur, en date du 30 novembre 2015 ;

VU l'avis favorable de la commune de MARIGNIER en date du 6 novembre 2015 ;

VU le projet d'arrêté adressé à monsieur le président du syndicat mixte d'aménagement de l'Arve et de ses abords (SM3A) en date du 18 décembre 2015 et sa réponse en date du 18 décembre 2015 ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté répondent aux obligations de restauration de la continuité écologique au niveau de l'ouvrage ROE14665, suivant les objectifs énoncés à l'article L214-17 ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT les caractéristiques du système d'endiguement complété par le présent aménagement, vis-à-vis des classes définies à l'article R214-113 ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Titre I – OBJET

Article 1er : autorisation au titre du code de l'environnement

Le président du syndicat mixte d'aménagement de l'Arve et de ses abords (SM3A) est autorisé, en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser les opérations suivantes, sur la commune de MARIGNIER :

- création d'une rampe en enrochement pour la restauration de la continuité écologique du Giffre au niveau du seuil dit pont SNCF recensé sous le code ROE14665 ;
- réalisation d'un nouveau tronçon de digue en rive gauche du Giffre en amont du Vieux Pont, sous forme de muret, d'une longueur de 230 mètres environ ;
- confortement de digues en rive gauche, en amont du rond-point sur environ 40 ml et au droit du terrain de sport sur environ 60 ml ;
- confortement des digues en rive gauche, secteur en amont du pont SNCF sur environ 150 ml ;
- confortement sur une longueur d'environ 280 mètres de digues existantes en rive droite du Giffre, entre le Vieux Pont et le pont SNCF ;
- confortement de digues existantes en rive droite et en rive gauche en aval du Vieux Pont sur environ 260 ml.

Les rubriques définies à l'article R214-1 du code de l'environnement et concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubriques	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondants
3110	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant 1° un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2° un obstacle à la continuité écologique : a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments	Autorisation	Arrêté du 11 septembre 2015
3120	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3140, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 2° sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D) Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement	Déclaration	Arrêté du 28 novembre 2007
3140	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 1° sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A)	Autorisation	Arrêté du 13 février 2002 modifié
3150	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance et les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères à brochets : 1° destruction de plus de 200 m² de frayères (A)	Autorisation	Arrêté du 30 septembre 2014
3260	Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions : - système d'endiguement au sens de l'article R. 562-13 (A) - aménagement hydraulique au sens de l'article R. 562-18 (A)	Autorisation	Néant

Article 2 : abrogation des arrêtés antérieurs

L'arrêté préfectoral n° DDE 2006-922 de classement des digues situées à MARIGNIER, en rive droite et gauche du Giffre, en amont du pont SNCF intéressant la sécurité publique, à l'exception de la reconnaissance de l'existence du système d'endiguement GI001 MARIGNIER "Giffre/Rive gauche" en application de l'article L214-6 du code de l'environnement est abrogé.

L'arrêté préfectoral n° 2015030-0006 du 30 janvier 2015 portant classement du système d'endiguement dénommé Giffre/Rive gauche GI001 sur la commune de MARIGNIER est abrogé.

Titre II – SYSTEME D'ENDIGUEMENT EN RIVE GAUCHE

Article 3 : caractéristiques des ouvrages du système d'endiguement existant avant projet

Le système d'endiguement MARIGNIER "Giffre/Rive gauche" identifié sous le code GI001, destiné à réduire les risques d'inondation du centre-ville, est constitué des ouvrages suivants :

- digue de la Fruitière également dénommée "chef-lieu-la Fruitière RG" : hauteur maximale estimée à 2,50 mètres (référéncée tronçon D70 dans le SIG du SM3A) ;
- digue de l'espace d'animation également dénommée "le Bois du Pont RG" : hauteur maximale estimée à 2,50 mètres (référéncée tronçon D71 dans le SIG du SM3A) ;
- digue d'Anterne : hauteur maximale estimée à 2 mètres (référéncée tronçon D72 dans le SIG du SM3A).

Ce système sera complété par l'aménagement d'un muret de 230 ml en amont du Vieux Pont.

Ce système protège la zone urbaine située en rive gauche du Giffre, estimée à environ 4 000 personnes.

Le gestionnaire des ouvrages est le syndicat mixte de l'aménagement de l'Arve et de ses abords (SM3A) dont le siège social est situé 300 chemin des Prés Moulin, 74800 SAINT PIERRE EN FAUCIGNY.

Article 4 : modification du système d'endiguement par la réalisation d'un ouvrage supplémentaire

Le système d'endiguement GI001 est complété par la réalisation d'un ouvrage supplémentaire sous la forme d'un muret de protection en génie civil, avec un dispositif de fermeture "amont" de type rehaussement localisé, en sommet de berge le long de la RD26 à l'amont du Vieux Pont et sur une longueur de 230 mètres environ. Ce muret doit juguler le processus de surverse et d'inondations.

La cote de ce muret est celle de la crue de période de retour 100 ans.

La cote de la rehausse de la route est inférieure au muret. Cet ouvrage fait fonction de zone de déversement privilégié. L'exploitant précise avant réalisation des travaux la cote du muret au niveau de la fermeture et celle de la rehausse de la route en fonction du rôle attendu de l'ouvrage pour les déversements, au vu des niveaux de crue actualisés par l'étude d'inondabilité du Giffre en cours et des événements postérieurs au dépôt du dossier.

L'implantation du muret préserve autant que possible le lit majeur et les berges du Giffre, sous réserve d'un retrait nécessaire vis-à-vis de la route (marge d'environ 2 mètres).

Article 5 : confortement de digues et de protections de berges

Les travaux concernés par le présent article comportent le confortement de digues et la réfection de protections de berges sur les tronçons localisés en rive gauche du Giffre sur le plan annexé au présent arrêté.

Les travaux autorisés sont :

1. confortement de digues en rive gauche, au droit du rond-point sur 40 ml et au droit du terrain de sport et en aval du pont SNCF sur environ 60 ml : deux épaulements drainants côté zone protégée sur des secteurs sujets à érosion interne ;
2. confortement des digues en rive gauche, secteur en aval du Vieux Pont sur environ 250 ml : sabot en enrochements, enrochements et techniques végétales, et enrochements uniquement sur les 80 mètres amont ;
3. confortement des digues en rive gauche, secteur en amont du pont SNCF sur environ 150 ml : sabot en enrochements, enrochements et techniques végétales.

Côté cours d'eau, les protections sont en techniques mixtes comprenant un sabot en enrochements, une protection basse en enrochements prolongée par une protection végétale, à l'exception des tronçons identifiés qui ne le permettent pas.

Côté zone protégée, les épaulements de digue comprennent un masque drainant, visant à prévenir les risques d'érosion interne.

Article 6 : classe du système d'endiguement

Ce système d'endiguement GI001 situé en rive gauche relève de la classe B telle que définie par l'article R214-113 du code de l'environnement sur le classement des digues et issu du décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 susvisé.

Article 7 : prescriptions relatives au système d'endiguement

Le gestionnaire du système d'endiguement doit rendre ce système conforme aux prescriptions des articles R214-115 à R214-117, R214-122, R214-125 du code de l'environnement et à l'arrêté ministériel du 29 février 2008 modifié fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques susvisé.

Titre III – SYSTEME D'ENDIGUEMENT EN RIVE DROITE

Article 8 : confortement de digues et de protections de berges

Les travaux concernés par le présent article comportent le confortement de digues et la réfection des protections de berges sur les tronçons localisés en rive droite du Giffre sur le plan annexé au présent arrêté.

Les travaux autorisés sont :

- 1 – le confortement des digues déjà existantes à l'amont du pont SNCF, sur environ 280 ml ;
- 2 – le confortement des digues déjà existantes secteur en aval du Vieux Pont sur environ 260 ml.

Côté cours d'eau, les protections sont en techniques mixtes comprenant un sabot en enrochements, une protection basse en enrochements prolongée par une protection végétale, à l'exception des tronçons identifiés qui ne le permettent pas.

Côté zone protégée, les épaulements de digue comprennent un masque drainant, visant à prévenir les risques d'érosion interne.

Titre IV – RESTAURATION DE LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE

Article 9 : aménagement de restauration de la continuité écologique

L'existence légale du seuil dit pont SNCF, recensé sous le code ROE14665, est reconnue en application des articles L214-6 et R214-53 du code de l'environnement.

Le seuil, constitué d'un rideau de palplanches, est conservé à l'exception d'échancrures précisées ci-dessous.

L'ouvrage de franchissement est une rampe en enrochements établie sur toute la largeur du lit mineur. La rampe a une longueur de 49 mètres et une pente moyenne de 5,5 %.

Elle est divisée dans sa largeur en deux éléments :

- une rampe dite à enrochements régulièrement répartis présentant trois zones de replat. Elle comporte des blocs faisant plots et dépassant le radier de 50 à 80 centimètres. Ces plots sont solidement ancrés. Ils ont pour leur partie dressée un diamètre ou un côté d'environ 60 centimètres. Ils sont répartis régulièrement à environ 1,7 mètre d'axe à axe dans le sens de l'écoulement et 1,5 mètre dans le sens de la largeur du cours d'eau. Il s'agit d'enrochements liaisonnés ;
- une rampe en enrochements dits jointifs, non liaisonnés, dont le profil en travers est en V peu accentué, présentant également trois zones de replat.

Le rideau de palplanches est arasé d'environ 0,4 mètre sur une longueur de 11 mètres en vue de meilleures conditions de franchissabilité de l'ouvrage aménagé.

Titre V – PRESCRIPTIONS ET TRAVAUX

Article 10 : travaux connexes

L'autorisation comprend la réalisation d'accès de chantier au cours d'eau, sous forme de rampes. Ces rampes sont entièrement déconstruites à l'issue des travaux.

Article 11 : prescriptions spécifiques relatives aux travaux

Le service en charge de la police de l'eau (Mathias DAMOUR, tél. 04.50.33.78.44) et l'ONEMA (Mme PERNETTE, tél. 06.72.08.14.70) devront être avertis, **8 jours avant tout commencement des travaux**, de la date de commencement des travaux ainsi que de leur date d'achèvement. Si l'ONEMA l'estime nécessaire, le maître d'ouvrage devra faire procéder à ses frais à une pêche électrique de sauvegarde du peuplement piscicole.

11.1 - Durant l'exécution des travaux

Les déblais, blocs et matériaux sont stockés en dehors du lit majeur de la rivière afin de limiter l'érosion des matériaux dans le cours d'eau en attente de leur réutilisation.

Toutes dispositions seront prises pour éviter la turbidité des eaux superficielles. De plus, dans la mesure du possible, les travaux seront réalisés par temps sec.

Le dimensionnement de ces ouvrages de détournement, ainsi que celui des éventuels ouvrages provisoires de traversée de lit, devra permettre de faire face aux crues prévisibles pendant la période de travaux.

Tout déversement direct ou indirect de matières polluantes (hydrocarbures, ciment...) dans les eaux superficielles est proscrit.

Le lavage des toupies à béton est réalisé au-dessus d'une fosse de nettoyage aménagée à cet effet et éloignée du cours d'eau.

Les opérations de nettoyage, entretien et ravitaillement des engins de chantier et camions sont réalisées sur des emplacements aménagés de façon à interdire tout rejet d'effluents polluants au milieu naturel : installation et imperméabilisation des aires en dehors des périmètres de protection des captages d'eau potable, création de fossés étanches de récupération des eaux pluviales ou de lavage, installation de cuves de stockage, récupération de toutes matières polluantes...

Les opérations de vidange des engins de chantier et camions se feront sur ces aires particulières ou grâce à un camion atelier muni d'un dispositif de récupération des huiles usagées par aspiration. Dans le premier cas, les produits de vidange seront recueillis et évacués en fûts fermés vers un centre de traitement agréé.

Les cuves de stockage des huiles et hydrocarbures seront éloignées du cours d'eau. Dans le cas contraire, ces stocks devront être ceinturés par une petite butte de terre afin de confiner une éventuelle fuite.

En cas d'écoulement de ces produits sur le sol (lors de leur stockage, en cas de fuite des engins ou en cas de déversement accidentel), des mesures visant à bloquer la pollution et à récupérer au mieux et au plus vite les produits déversés seront immédiatement mises en œuvre (tranchées de récupération...), puis les terres souillées seront enlevées et évacuées vers des décharges agréées.

Les engins de chantier seront évacués du lit mineur du cours d'eau la nuit et le week-end.

Tous les déchets de chantier seront évacués en décharge autorisée.

En cas d'importation de terres végétales, celles-ci devront être exemptes de toutes formes d'espèces végétales invasives (renouée du Japon, balsamine de l'Himalaya...). Dans l'éventualité où, en dépit des précautions prises, ces espèces invasives auraient été importées sur le site, le maître d'ouvrage prend immédiatement toutes les mesures nécessaires à leur non-prolifération, ainsi qu'à leur éradication. Si ces mêmes espèces étaient d'ores et déjà présentes sur le site avant travaux, le maître d'ouvrage est tenu de prendre les mêmes mesures. Un suivi du site est effectué jusqu'à leur éradication.

Les enrochements présents dans le lit et sur les berges du site sont démontés si nécessaire et réutilisés pour l'aménagement.

Les matériaux sédimentaires excédentaires sont réinjectés dans le lit du Giffre à l'aval immédiat du seuil ou de sa rampe.

Les déblais non-sédimentaires et non-réutilisables seront évacués et déposés dans un lieu de décharge dûment autorisé.

L'emprise au sol du chantier est réduite au maximum et piquetée de façon à minimiser les impacts sur le milieu naturel, y compris pour les débroussaillages et déboisements.

11.2 - Après les travaux

Les aménagements nécessaires à la réalisation des travaux (piste d'accès, conditionnement des eaux par tuyaux, traversée busée...) et mis en place provisoirement, seront retirés du lit du cours d'eau, lequel est remis en état.

Si le lit et les berges du cours d'eau sont dégradés pendant les travaux, ils seront restaurés (plantations d'essences locales adaptées aux bords des cours d'eau, emploi de techniques végétales de protection...).

Les zones mises à nu par les travaux sont plantées ou engazonnées lorsque cette mesure est appropriée pour la reconstitution rapide d'un couvert végétal.

Article 12 : période de travaux

L'exploitant détermine les périodes des différents travaux de façon à réduire leur impact sur le milieu aquatique ou terrestre ainsi que sur les activités humaines.

Article 13 : surveillance et entretien des ouvrages

Le pétitionnaire veillera au bon entretien des ouvrages et installations mis en place. Ainsi, une visite régulière des aménagements réalisés (une visite annuelle au minimum et une visite après chaque événement pluvieux important), assurée par le pétitionnaire, permettra de surveiller leur comportement et de juger de la nécessité de leur entretien et de leur nettoyage afin d'assurer leur bon fonctionnement.

Lorsque des travaux de réfection ou d'entretien seront nécessaires au niveau des ouvrages ou du lit du cours d'eau, le pétitionnaire avisera au moins quinze jours à l'avance l'administration chargée de la police des eaux et le service chargé du contrôle des ouvrages hydrauliques.

Article 14 : accidents et incidents

Le titulaire déclare au préfet les événements affectant la sûreté hydraulique des digues, tels que prévus à l'article R214-125 du code de l'environnement, dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des événements ou évolutions concernant une digue. Il en informe également le maire de la commune concernée dans les mêmes délais.

La transmission par le titulaire est immédiate dans le cas d'un accident et est accompagnée ou suivie dans les meilleurs délais de commentaires sur les causes des désordres constatés ainsi que sur les actions correctives mises en place ou envisagées.

Le titulaire est tenu, dès qu'il en a connaissance, de prendre ou faire prendre toutes les dispositions appropriées pour mettre fin à une cause de danger ou d'atteinte à la tenue des ouvrages, limiter les conséquences dommageables, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident, y remédier et éviter qu'il ne se reproduise.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 15 : préservation des milieux aquatiques, mesures correctives et compensatoires

Les mesures de préservation des milieux aquatiques sont intégrées aux articles précédents du présent arrêté, notamment les prescriptions spécifiques relatives aux travaux, ainsi que les prescriptions sur la réalisation des protections de berges.

L'opération comporte un aménagement de restauration de la continuité écologique et ne justifie pas la prescription de mesures compensatoires.

Titre VI – DISPOSITIONS GENERALES

Article 16 : durée de l'autorisation

Les travaux devront être achevés avant le 31 décembre 2017.

Article 17 : conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R214-18 du code de l'environnement.

Article 18 : caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 19 : accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 20 : droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 21 : autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 22 : publication et information des tiers

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'Etat pendant une durée d'au moins un an.

Cet arrêté sera affiché pendant un mois en mairie de MARIGNIER.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et les lieux où le dossier peut être consulté sera publié par les soins des services de la préfecture (direction départementale des territoires, service eau-environnement) aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Le dossier sur l'opération autorisée est mis à la disposition du public dans la mairie de MARIGNIER et à la direction départementale des territoires (service eau-environnement) pendant une durée de deux mois à compter de la publication de l'arrêté préfectoral.

Article 23 : voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R514-3-1 du code de l'environnement :

- par le bénéficiaire dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification de la présente autorisation ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance précitée, dans un délai de 2 mois à compter de :
 - la publication au recueil des actes administratif ;
 - l'affichage en mairie de la présente autorisation dans les conditions prévues à l'article R214-19 du code de l'environnement ;
 - la publication d'un avis, par les soins du préfet aux frais de l'exploitant, dans un journal diffusé dans le département de la Haute-Savoie.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Sans préjudice des délais et voies de recours mentionnés, les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements peuvent déposer une réclamation auprès de l'autorité administrative compétente, à compter de la mise en service de l'installation ou de l'ouvrage ou du début des travaux ou de l'activité, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans la présente autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que l'installation, l'ouvrage, le travail ou l'activité présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance n° 2014-619 susvisée.

L'autorité compétente dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée.

Si elle estime que la réclamation est recevable, l'autorité compétente fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article 19 du décret n° 2014-751 susvisé.

En cas de recours contentieux à l'encontre d'une autorisation unique, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation. Cette notification doit également être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une autorisation unique. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier à peine d'irrecevabilité du recours contentieux qu'il pourrait intenter ultérieurement en cas de rejet du recours administratif.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au titulaire de l'autorisation, est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec accusé de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 24 : exécution

M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie, M. le sous-préfet de l'arrondissement de BONNEVILLE, M. le directeur départemental des territoires, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, unité sécurité des ouvrages hydrauliques, M. le président du syndicat mixte d'aménagement de l'Arve et de ses abords (SM3A), M. le maire de MARIGNIER, M. le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. le délégué territorial Savoie-Haute-Savoie de l'agence régionale de santé.

Le préfet

Le directeur de cabinet
Chargé de la suppléance
du secrétaire général

Hervé GERIN

ANNEXE

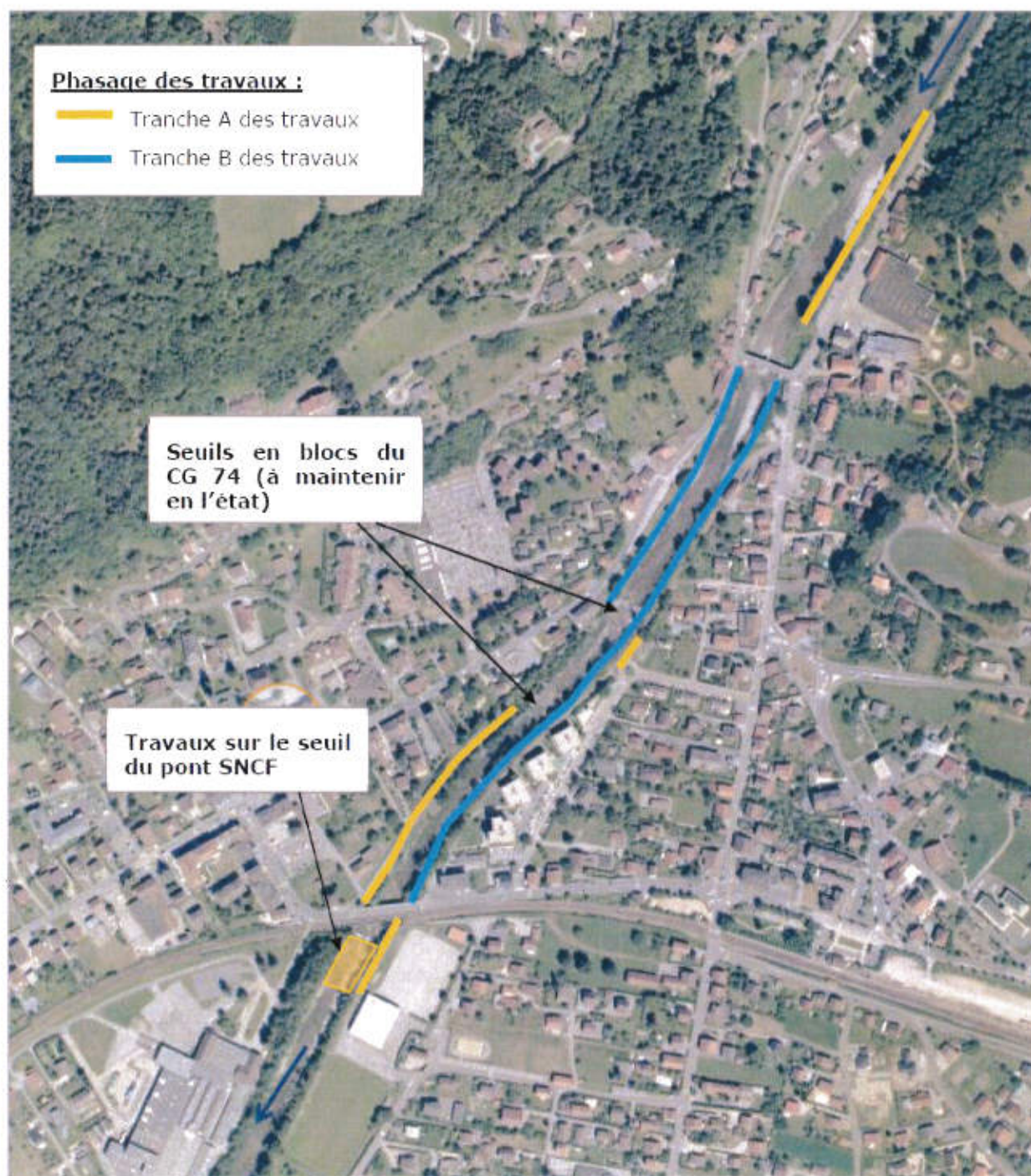


Illustration 2: situation des ouvrages